

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

Burkina Faso
Unité - Progrès - Justice

Ministère de l'Economie, des Finances et
du Développement

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique
et de la Démographie (INSD)



TBE n° 02/2021

Tableau de bord de l'Economie

au 2^{ème} trimestre 2021

Septembre 2021

SOMMAIRE

Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	19
Définitions et abréviations	25
Crédit des contributions	26

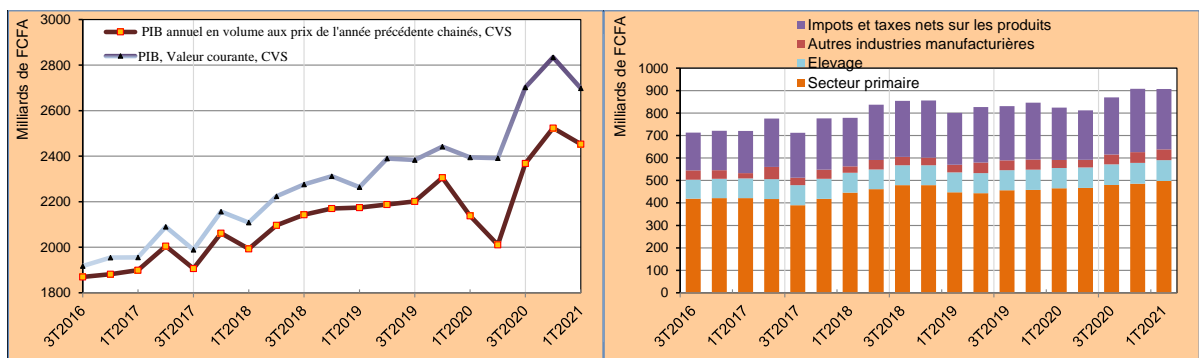
Secteur réel

Le deuxième trimestre 2021 est marqué par une hausse du niveau général des prix à la consommation tant en variation trimestrielle qu'annuelle. La hausse trimestrielle est de 2,9% tandis que celle annuelle est de 3,5%.

Le premier trimestre 2021 est marqué par une baisse de l'activité économique qui s'établit à 2,8% après une hausse successive constatée au quatrième trimestre 2020 (+6,6%) et au troisième trimestre (+17,8%). La production industrielle enregistre une légère baisse par rapport au quatrième trimestre. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), établi à 169,3, est en légère baisse de 1,6% en glissement trimestriel. Cependant, l'indice enregistre une faible hausse (+1,6%) par rapport au quatrième trimestre

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) En volume aux prix de l'année précédente chaînés, CVS	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2020	2020	2021	trimestriel	annuel
Secteur primaire	465,1	466,7	479,6	485,8	497,6	2,4%	7,0%
Agriculture	328,9	334,9	339,8	345,3	356,4	3,2%	8,4%
Agriculture hors égrenage de coton	316,4	322,7	327,8	333,7	344,2	3,2%	8,8%
Egrenage de coton	13,2	12,9	12,9	12,7	13,3	4,2%	0,8%
Elevage	90,7	91,3	91,8	92,4	93,1	0,7%	2,6%
Sylviculture et chasse	36,6	32,7	38,5	38,5	38,5	0,0%	5,2%
Pêche et aquaculture	7,5	6,7	7,9	7,8	7,8	0,0%	5,2%
Secteur secondaire	530,4	542,6	614,8	696,4	659,6	-5,3%	24,4%
Activités extractives	231,3	247,8	282,5	339,9	310,7	-8,6%	34,3%
Activités manufacturières	214,0	210,9	240,5	253,2	256,0	1,1%	19,7%
Agroalimentaire	140,5	138,0	156,1	164,8	166,0	0,7%	18,1%
Fabrication de textiles et articles d'habillements	26,2	26,7	27,1	26,7	27,1	1,5%	3,4%
Fabrication de produits minéraux	11,6	12,0	12,0	12,5	13,9	10,9%	20,0%
Autres industries manufacturières	35,8	34,5	44,5	48,0	48,0	0,0%	33,9%
Electricité - Eau - Assainissement	17,7	17,9	17,9	18,3	18,9	3,0%	6,7%
Construction	61,6	58,2	65,3	71,0	62,5	-12,0%	1,5%
Secteur tertiaire	908,3	778,0	1 010,2	1 043,9	1 013,9	-2,9%	11,6%
Commerce et réparation	163,1	119,9	182,0	200,8	192,5	-4,2%	18,0%
Transport et entreposage	20,0	19,5	21,0	26,6	22,3	-16,5%	11,4%
Hébergement et restauration	41,1	30,3	38,5	41,0	44,0	7,2%	7,1%
Information et communication	61,0	60,1	64,8	69,9	74,1	6,1%	21,4%
Services Financiers et assurances	34,5	35,9	35,9	38,8	37,9	-2,3%	9,8%
Activités immobilières	114,0	101,9	119,9	119,9	119,9	0,0%	5,2%
Activités professionnelles, scientifiques, techniques,	27,6	25,9	26,0	26,1	25,8	-1,1%	-6,5%
Services d'administration publique et autres services	444,8	380,5	517,8	516,0	495,8	-3,9%	11,5%
Impôts et taxes nets sur les produits	232,9	219,6	254,2	281,7	268,6	-4,7%	15,3%
PIB, Volume au prix de l'année précédente	43 891,0	43 983,0	44 075,0	44 166,0	44 256,0	0,2%	0,8%
PIB, Valeur courante, CVS	2 394,2	2 391,3	2 702,6	2 834,3	2 697,8	-4,8%	12,7%



Le premier trimestre 2021 est marqué par une baisse de l'activité économique qui s'établit à 2,8% après une hausse successive constatée au quatrième trimestre 2020 (+6,6%) et au troisième trimestre (+17,8%).

Ce recul de l'activité économique au cours du premier trimestre 2021 s'explique par les baisses de croissance enregistrées dans les secteurs porteurs de l'économie burkinabé. Il s'agit entre autres des secteurs secondaires (-5,3%) et tertiaire (-2,9%).

Le secteur primaire, quant à lui, a enregistré une hausse de l'activité économique (+2,4%) tirée essentiellement par les activités agricoles et l'égrenage de coton.

A la différence du secteur primaire, le secteur secondaire a enregistré une baisse de l'activité économique. La baisse de l'activité économique dans le secteur secondaire est imputable à la baisse de l'activité dans l'extraction (-8,6%), la construction (-12,0%), malgré une amélioration de l'activité dans la branche « électricité-eau-assainissement (+3,0%) » et dans les industries manufacturières (+1,1%).

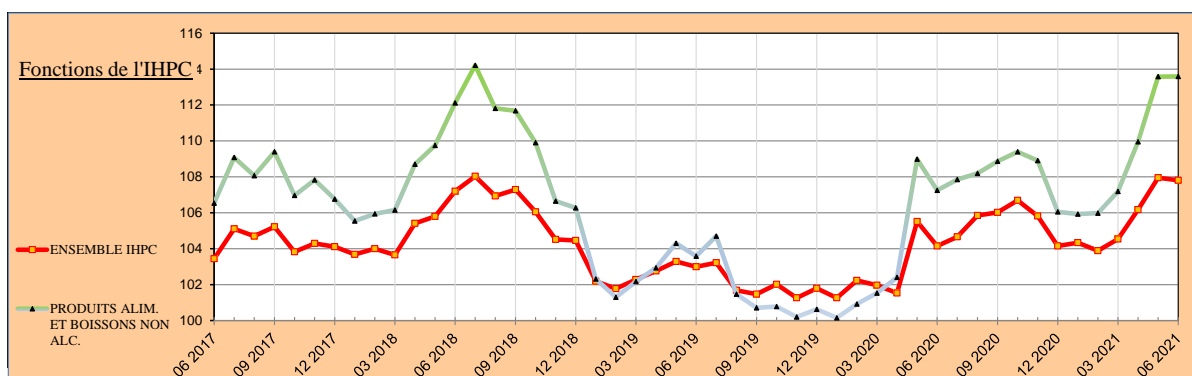
De même, dans le secteur tertiaire, la baisse de l'activité économique est expliquée par les services de transport et entreposage (-16,5%), les services d'administration publique (-3,9%), le commerce et réparation (-4,2%) et les services financiers et assurances (-2,3%) en dépit d'une hausse de l'activité dans les services d'hébergement et restauration (+7,2%) et d'informations et communication (+6,1%).

En variation annuelle, le PIB croît de 14,7% au premier trimestre 2021 après une croissance de 9,5% au quatrième trimestre 2020. Cette performance de l'activité s'explique par le secteur secondaire (+24,4%), le secteur tertiaire (+11,6%) et le secteur primaire (+7,0%).

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2014	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2020	2021	2021	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	103,7	105,5	105,6	104,3	107,3	2,9%	3,5%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	106,2	108,3	108,1	106,4	112,4	5,6%	5,8%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	124,3	138,2	132,7	128,5	132,2	2,8%	6,4%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	101,3	101,3	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	91,9	96,3	100,1	98,9	99,8	0,9%	8,6%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	101,2	101,3	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,1%
SANTE	100,4	100,4	100,4	100,5	100,5	0,0%	0,1%
TRANSPORTS	99,0	98,6	98,4	98,2	98,5	0,2%	-0,5%
COMMUNICATION	98,8	98,8	98,8	98,8	98,8	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	101,1	101,1	101,1	101,2	101,2	0,0%	0,0%
ENSEIGNEMENT	107,4	107,4	107,8	107,8	107,8	0,0%	0,4%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	105,7	104,8	105,1	105,5	105,6	0,1%	-0,1%
AUTRES BIENS ET SERVICES	100,8	100,8	100,9	100,9	100,9	0,0%	0,1%



Le deuxième trimestre 2021 est marqué par une hausse du niveau général des prix à la consommation tant en variation trimestrielle qu'annuelle. La hausse trimestrielle est de 2,9% tandis que celle annuelle est de 3,5%.

La hausse relevée en glissement trimestriel est surtout liée à une flambée des prix des produits des fonctions de consommation "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+5,6%), "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+2,8) et "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+0,9%). Les autres fonctions de consommation ont connu une faible variation trimestrielle de leurs prix (entre 0,0% et 0,2%).

L'inflation de 3,5% relevée en variation annuelle reste imputable au renchérissement des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+5,8%) et des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+6,4%), mais aussi des services de "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+8,6%).

Pour les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » la hausse annuelle comme trimestrielle des prix s'expliquerait par l'envolée des prix de certains légumes comme la tomate et la carotte, des céréales comme le sorgho, et des poissons frais.

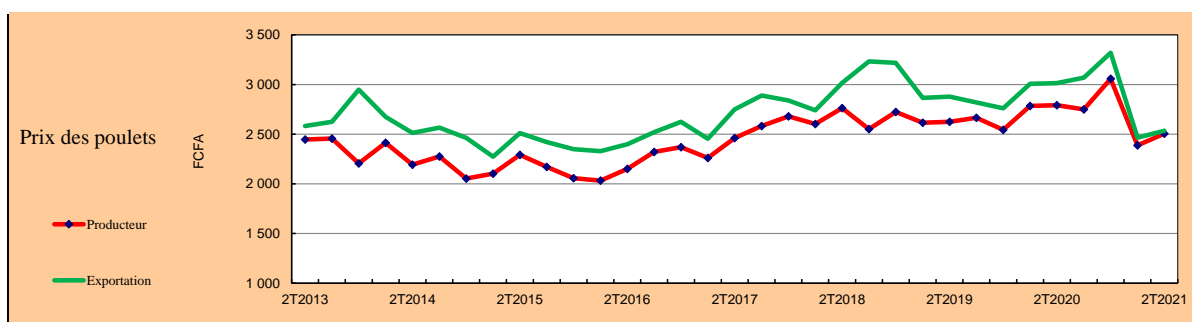
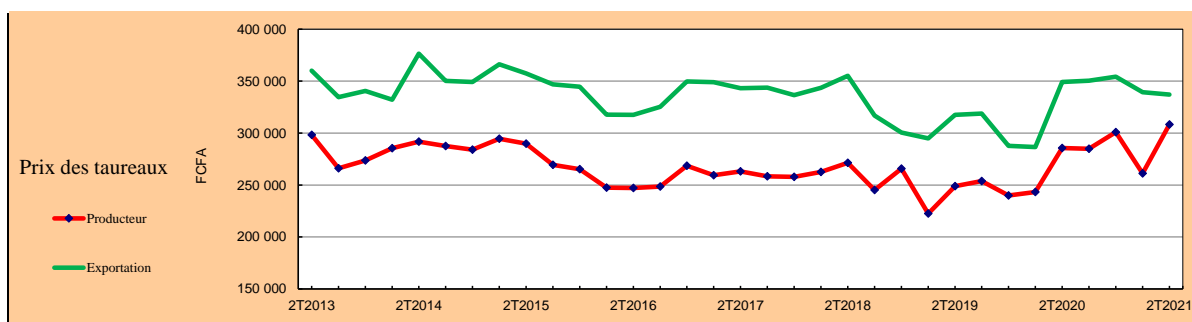
En ce qui concerne la fonction "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles", l'inflation annuelle proviendrait plus de la hausse des prix du gaz de 12,5kg, du pétrole, de même que ceux du bois de chauffe et du charbon de bois.

A fin juin 2021, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 3,2% contre -2,0% à fin juin 2020. Le renchérissement des produits alimentaires, des boissons alcoolisées et non alcoolisées, et la hausses des services de logements demeurent les principaux éléments explicatifs de cette inflation au-dessus de 3%.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2020	2021	2021	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	285 676	284 903	300 949	261 283	308 244	18,0%	7,9%
Prix à l'exportation du taureau	349 131	350 379	354 371	339 347	337 066	-0,7%	-3,5%
Prix au producteur du bœuf	46 227	52 134	48 695	46 062	55 766	21,1%	20,6%
Prix à l'exportation du bœuf	57 475	53 250	58 200	50 902	53 348	4,8%	-7,2%
Prix au producteur du bouc	32 152	27 798	28 604	26 208	27 687	5,6%	-13,9%
Prix à l'exportation du bouc	37 856	26 781	33 000	22 383	23 587	5,4%	-37,7%
Prix au producteur du poulet	2 791	2 750	3 057	2 388	2 505	4,9%	-10,2%
Prix à l'exportation du poulet	3 013	3 069	3 319	2 465	2 534	2,8%	-15,9%
Prix au producteur de la pintade	2 743	2 765	2 948	2 738	2 813	2,7%	2,6%
Prix à l'exportation de la pintade	2 949	2 951	3 174	2 938	3 034	3,3%	2,9%



Le marché du bétail s'est caractérisé au deuxième trimestre 2021 par une baisse du niveau d'approvisionnement comparativement au premier trimestre. Cette situation a eu pour conséquence une hausse générale des prix du bétail et de la volaille. Cette hausse des prix pourrait aussi être expliquée par la hausse de la demande pour les fêtes de ramadan et de tabaski.

Le prix du taureau a affiché une tendance haussière par rapport au trimestre écoulé et par rapport au deuxième trimestre 2020 sur les marchés. En effet, en glissement trimestriel, le prix du taureau a connu des variations de 17,97% sur les marchés de production et de -0,67% sur les marchés d'exportation. En glissement annuel, les variations des prix du taureau ont, cependant, été en hausse de 7,9% sur les marchés de production et en baisse de -3,46% sur les marchés d'exportation.

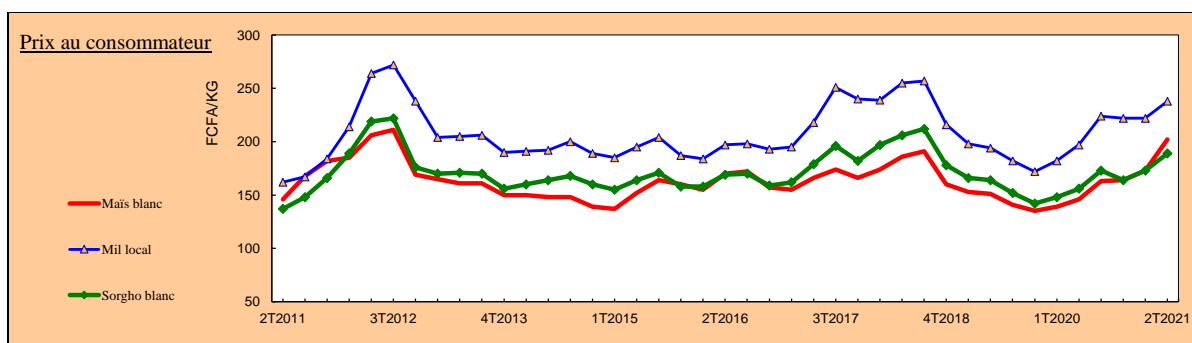
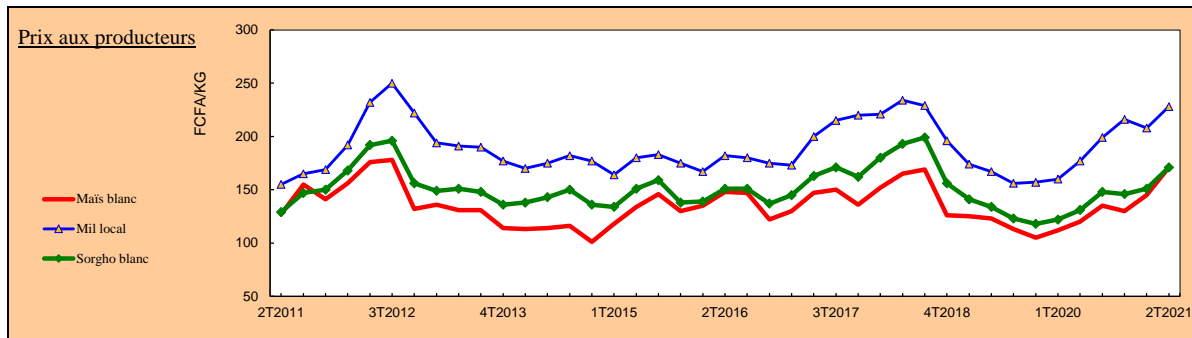
Le prix du bœuf a connu également une tendance haussière sur les deux types de marchés par rapport au trimestre précédent. En glissement trimestriel, le prix du bœuf a affiché une baisse de 21,07% et de 4,81% respectivement sur les marchés de production et d'exportations. En glissement annuel, les prix ont été en hausse sur les marchés de productions 20,64% et en baisse sur ceux d'exportations -7,18%. Quant au bouc, son prix a été en hausse sur les deux types de marchés tant en glissement trimestriel qu'en glissement annuel. En glissement trimestriel, les variations ont été de 5,64% sur les marchés de productions et de 5,38% sur les marchés d'exportations. En glissement annuel les variations étaient plus élevées, 13,89% sur les marchés de production et 37,69% sur les marchés d'exportation.

Le prix de la volaille s'est apprécié aussi bien sur les marchés de production que sur les marchés d'exportation. En glissement trimestriel la poule a enregistré des variations de 4,89% et de 2,82% et la pintade 2,75% et 3,27% respectivement sur les marchés de production et d'exportation. Les mêmes tendances ont été observées en glissement annuel. Au niveau du poulet les variations ont été de 10,25% et 15,88% respectivement sur les marchés de production et d'exportation. Les variations enregistrées au niveau de la pintade étaient de 2,56% et de 2,89%.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2020	2021	2021	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	120,0	135,0	130,0	145,0	171,0	17,9%	42,5%
Prix au consommateur du maïs blanc	146,0	163,0	164,0	173,0	202,0	16,8%	38,4%
Prix au producteur du mil local	177,0	199,0	216,0	208,0	228,0	9,6%	28,8%
Prix au consommateur du mil local	197,0	224,0	222,0	222,0	238,0	7,2%	20,8%
Prix au producteur du sorgho blanc	131,0	148,0	146,0	151,0	171,0	13,2%	30,5%
Prix au consommateur du sorgho blanc	156,0	173,0	164,0	173,0	189,0	9,2%	21,2%



L'analyse des marchés des produits agricoles au cours du deuxième trimestre 2021 montre une disponibilité céréalière assez bonne. Cependant l'offre en céréales est jugée en baisse par rapport à l'année passée et à la normale sur la même période. Cette baisse de l'offre s'expliquerait par une baisse de la production locale, une réduction des flux entrants de céréales provenant habituellement des pays côtiers (Côte d'Ivoire, Bénin, Ghana). L'accès difficile à certains marchés dû à la dégradation des routes et la situation sécuritaire réduit fortement l'approvisionnement des marchés.

La demande en céréales dans l'ensemble est à la hausse notamment celle du maïs. La hausse de la demande se justifierait à la base par une croissance non proportionnelle de la production nationale par rapport aux besoins céréalières des populations. Les achats institutionnels et la dépendance de certains ménages du marché sont également des facteurs explicatifs de la hausse de la demande. Elle est plus élevée dans certaines régions (Centre-Nord, Sahel et l'Est) du fait de la présence d'un grand nombre de déplacés internes. La forte demande du maïs s'explique par le fait que cette céréale est beaucoup prisée surtout par les unités de transformation d'aliments de volaille, de brasseries et aussi par des sorties clandestines de celle-ci.

Les niveaux de prix de céréales sont jugés élevés par les acteurs sur le marché. Les prix moyens des principales céréales au kilogramme et à la collecte étaient de 171 FCFA pour le maïs, 228 FCFA pour le mil et 171 FCFA pour le sorgho. Ces prix sont en hausses par rapport au trimestre précédent de 9,6%, 13,2% et 17,9% respectivement pour le mil, le sorgho et le maïs par rapport au trimestre passé. Comparé au même trimestre de l'année précédente, des hausses de prix ont été enregistrées de 28,8% pour le mil, 30,5% pour le sorgho et 42,5% pour le maïs. Les variations quinquennales sont de : +11% pour le sorgho, +18% pour le mil et +22% pour le maïs.

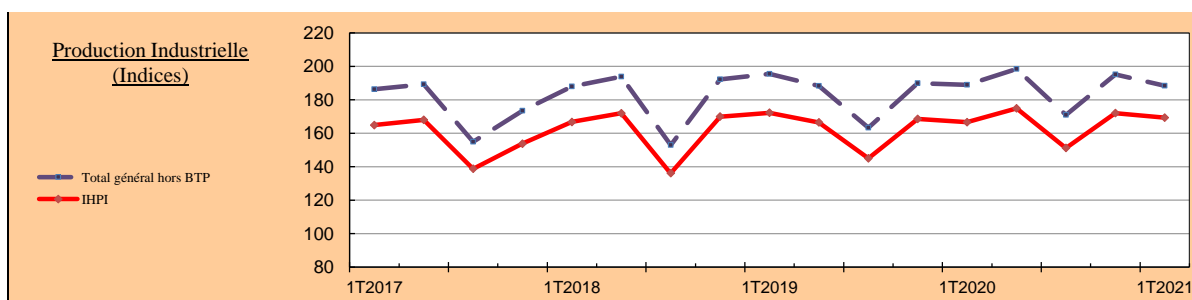
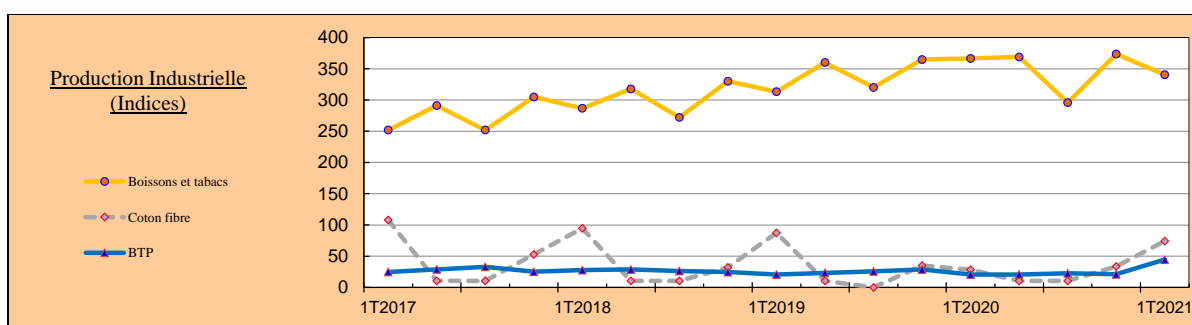
Sur les marchés de détail, ce deuxième trimestre présentait des prix moyens au kilogramme de l'ordre de 189 FCFA, 202 FCFA et de 238 FCFA respectivement pour le sorgho, le maïs et le mil. Par rapport au trimestre précédent, ces prix sont en hausse de 7,2% pour le mil, 9,2% pour le sorgho et 16,8% pour le maïs. Comparativement aux prix moyens de l'année passée à la même période, des hausses de prix de 20,8% pour le mil, 21,2% pour le sorgho et 38,4% pour celui du maïs ont été observées. Les variations par rapport à la moyenne quinquennale donnent les écarts suivants : +8%, +12% et +23% respectivement pour le sorgho, le mil et le maïs.

En perspectives, le marché connaîtra probablement les jours suivants une soudure plus poussée, une hausse de la demande céréalière particulièrement celle du maïs suivi d'une hausse des prix.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.G.E.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2020	2020	2021	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	28,3	10,3	10,3	33,5	74,3	121,6%	162,1%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	309,4	294,3	243,1	264,1	252,0	-4,6%	-18,5%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	39,2	22,8	13,4	43,9	81,0	84,5%	106,7%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 733,1	1 856,5	2 116,0	2 566,0	2 345,6	-8,6%	35,3%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	188,5	184,0	158,3	174,3	160,7	-7,8%	-14,7%
BOISSONS ET TABAC	366,6	369,0	295,8	373,4	340,4	-8,9%	-7,2%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	188,5	184,0	158,3	174,3	160,7	-7,8%	-14,7%
BOULANGERIES, MEUNERIES	854,3	1 451,0	1 555,0	143,2	178,5	24,7%	-79,1%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	150,8	56,5	41,0	41,5	70,5	69,9%	-53,2%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	148,3	148,3	148,3	148,3	148,3	0,0%	0,0%
INDUSTRIES CHIMIQUES	87,8	88,3	100,2	76,4	90,9	19,0%	3,5%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	0,0%	0,0%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	98,0	153,3	111,7	120,8	140,1	16,0%	42,9%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	20,6	20,6	22,5	21,1	44,5	110,7%	116,0%
TOTAL GENERAL HORS BTP	189,0	198,5	170,9	195,2	188,4	-3,5%	-0,3%
IHPI	166,6	174,9	151,3	172,1	169,3	-1,6%	1,6%



Au premier trimestre 2021, la production industrielle enregistre une légère baisse par rapport au quatrième trimestre. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), établi à 169,3, est en légère baisse de 1,6% en glissement trimestriel. Cependant, l'indice enregistre une faible hausse (+1,6%) par rapport au quatrième trimestre 2020.

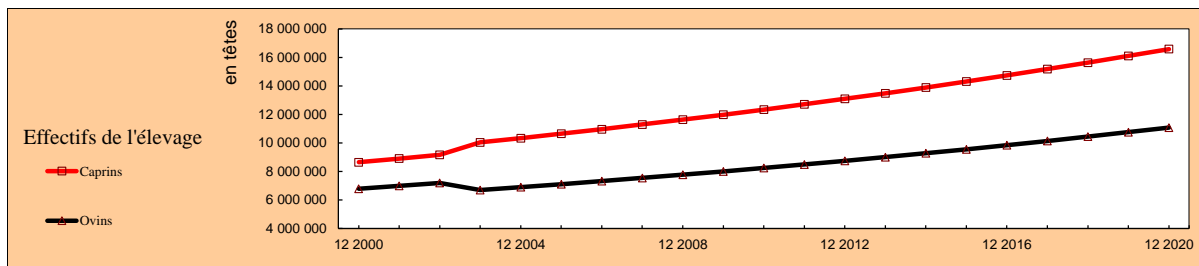
La baisse constatée est essentiellement imputable aux industries à la baisse de l'activité des industries extractives et celles de fabrication de boissons et de tabacs. En effet, l'indice de la branche enregistre une forte baisse en glissement trimestriel (-8,6%). Mais, en glissement annuel, l'indice croît de 35,3%. De même, les autres industries fabrication de boissons et de tabacs connaissent un repli au cours du trimestre. L'indice du secteur est en effet en baisse aussi bien en glissement trimestriel (-8,9%) qu'annuel (-7,2%). Par ailleurs, on observe la même évolution au niveau de l'indice des autres industries manufacturières qui enregistre des baisses respectives de 7,8% et 14,7% en glissement trimestriel et annuel.

Certaines branches d'activités connaissent cependant une progression au premier trimestre 2021. Il s'agit notamment des industries textiles, des industries de fabrication de matériaux de construction et des industries énergétiques dont les indices enregistrent des hausses respectives de 84,5%, 110,7% et 16,0%, en glissement trimestriel. Comparativement au même trimestre de l'année précédente, les indices de ces industries enregistrent des hausses plus importantes de 106,7%, 116% et 42,9%, respectivement.

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	déc 2020	Croissance moyenne	
						2016-2020	2019-2020
Effectif de bovins (en têtes)	9 457 934	9 647 073	9 839 995	10 036 771	10 237 484	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 842 712	10 137 973	10 442 084	10 755 322	11 077 955	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	14 737 393	15 179 490	15 634 856	16 103 880	16 586 976	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de	44 792	46 135	47 519	48 945	50 413	3,0%	3,0%

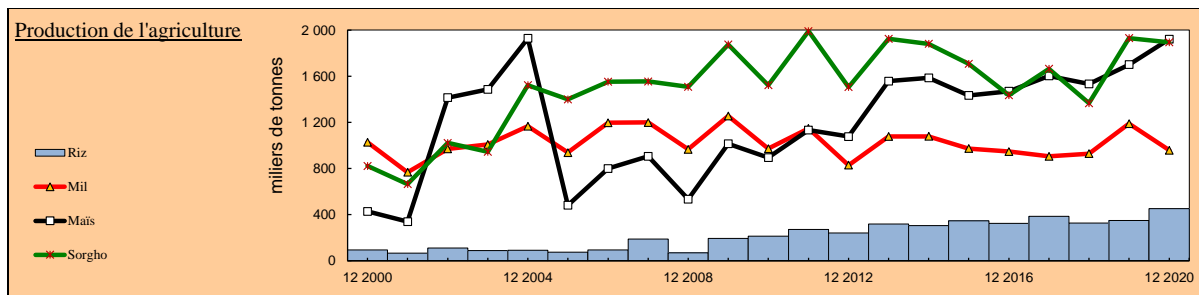


La pandémie de la Covid-19 n'a pas permis le bon déroulement des activités entrant dans le cadre de la Première Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC1) qui devrait permettre de disposer de données actualisées. En attendant donc les résultats de l'ENC1, les effectifs du cheptel 2020 sont estimés sur la base des données de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II). Les résultats de cette estimation consignés dans le tableau ci-dessus donnent des effectifs de 10 237 484 têtes de bovins, de 27 664 931 têtes de petits ruminants (ovins et caprins) et de 50 413 102 têtes pour la volaille (poules et pintades).

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	déc 2020	Croissance moyenne	
						2016-2020	2019-2020
Production brute totale de céréales	4 567 066	4 063 198	5 180 702	4 939 630	5 179 104	3,2%	4,8%
dont : Production brute de mil	905 071	928 234	1 189 079	970 176	957 253	1,4%	-1,3%
dont : Production brute de sorgho	1 663 844	1 365 898	1 929 834	1 871 792	1 893 571	3,3%	1,2%
dont : Production brute de maïs	1 602 525	1 533 431	1 700 127	1 710 898	1 920 101	4,6%	12,2%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	384 690	325 566	350 392	376 577	451 421	4,1%	19,9%



Le second trimestre a été marqué par le lancement officiel de la campagne agricole 2021-2022 à Bangrin dans la commune de Loubila dans la région du plateau-central le jeudi 27 mai 2021. Placée sous le thème : « Distribution électronique des intrants et équipements agricoles : rôle et implication des acteurs pour une opération réussie », la cérémonie officielle de lancement a permis de partager les grandes orientations du département et les mesures d'accompagnement aux producteurs pour la campagne agricole de saison humide. Cette campagne humide 2021-2022 a pour objectif de produire 5 991 394 tonnes de céréales dont 1 000 000 de tonnes de riz. Il est également attendu 1 736 749 tonnes de cultures de rente et 989 023 tonnes d'autres cultures vivrières.

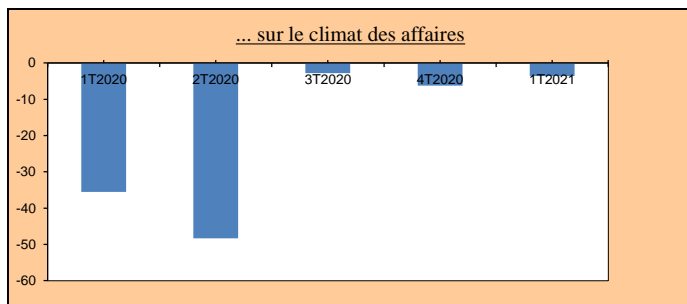
Pour ce faire, le Chef du Département de l'Agriculture a annoncé des mesures d'accompagnement qui seront mises à la disposition des producteurs. Outre les travaux d'aménagement de terres et l'extension de périmètres irrigués, le gouvernement promet cette année, mettre à la disposition des producteurs des intrants et des équipements agricoles :

- 30 836 tonnes d'engrais minéraux ;
- 5 000 tonnes de semences améliorées ;
- 1 000 litres de pesticides pour la lutte contre les nuisibles ;
- 200 nouveaux modèles d'exploitations agricoles innovantes, seront implantés sur l'ensemble des 13 régions du Burkina Faso ;
- 6 830 hectares de nouveaux bas-fonds ; 1 623 hectares de nouveaux périmètres irrigués et 991 hectares de nouveaux périmètres maraichers seront aménagés au profit des producteurs
- 100 tracteurs équipés ;
- 630 millions de francs CFA pour l'acquisition d'intrants et d'équipements agricoles seront mis à la disposition des producteurs a en croire le représentant résident de la FAO au Burkina Faso, Daouda SAU ;
- 285 motoculteurs avec accessoires.

L'occasion a été pour les producteurs du plateau central de rentrer en possession de leurs équipements et intrants agricoles des mains des

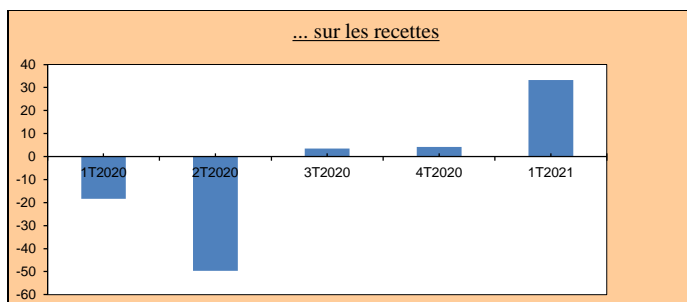
Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...



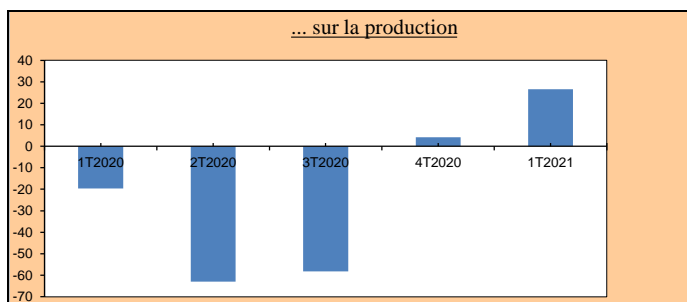
Climat des affaires

Comme les trimestres passés, la détérioration du climat des affaires demeure au premier trimestre 2021.



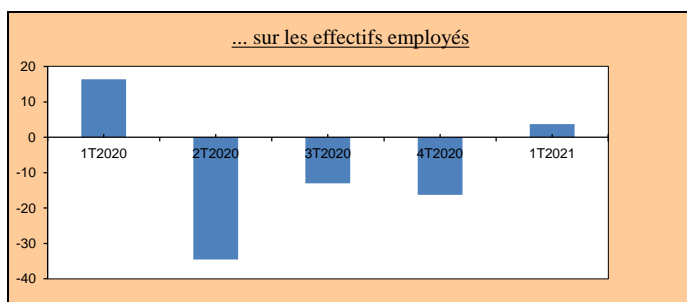
Recettes

Une poursuite de la hausse des recettes au premier trimestre 2021 après une hausse au 3ème trimestre 2020.



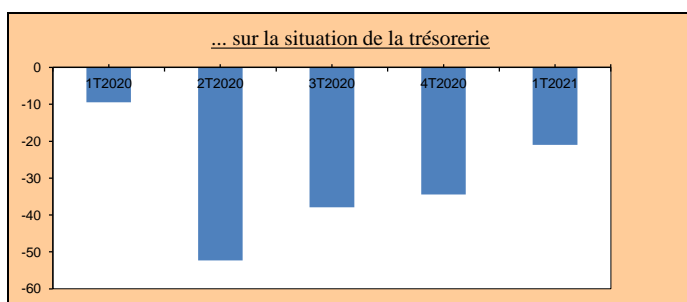
Production

Au premier trimestre 2021, la production poursuit sa croissance après la hausse du 4ème trimestre 2020.



Effectifs employés

Le niveau de l'emploi reprend sa croissance au premier trimestre 2021.



Trésorerie des entreprises

Au premier trimestre 2021, la détérioration de la situation de la trésorerie continue mais s'atenué légèrement.

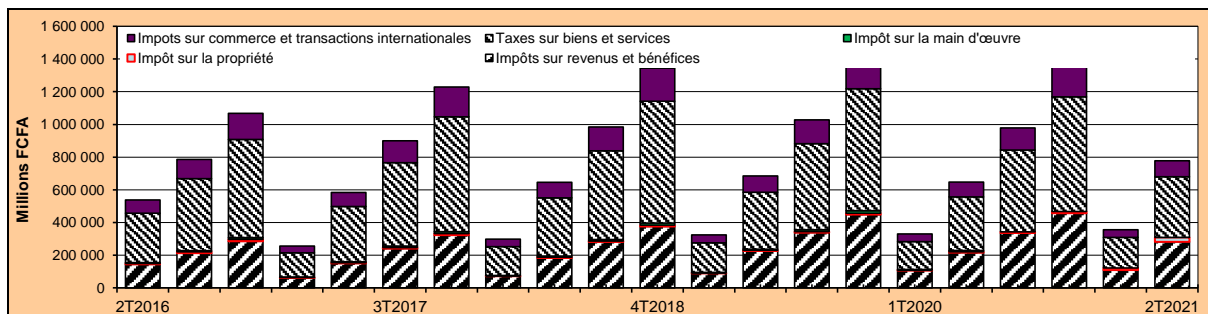
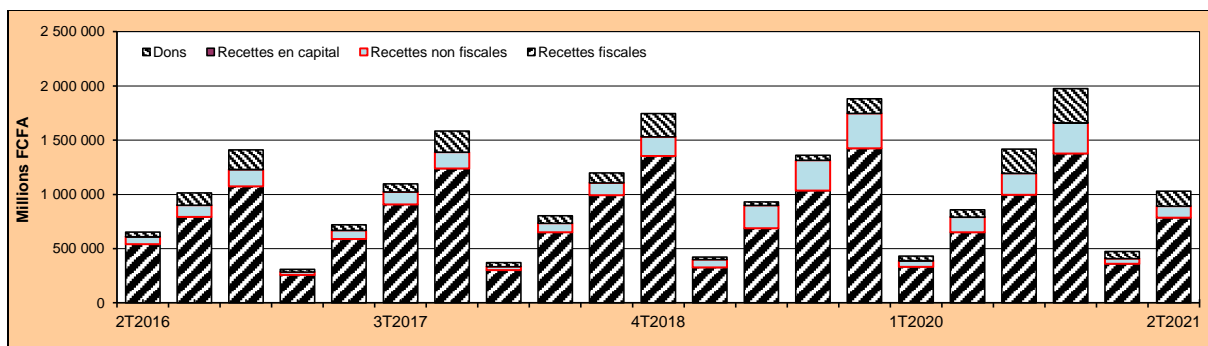
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin juin 2021, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 311,78 milliards de FCFA, contre un déficit de 235,88 milliards de FCFA un an plus tôt.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	2. Trim. 2020	3. Trim. 2020	4. Trim. 2020	1. Trim. 2021	2. Trim. 2021	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	2 100 905,8	857 719,9	1 417 762,4	1 975 339,7	472 722,1	1 029 165,2	49,0%	20,0%
Recettes totales	1 789 449,7	791 328,4	1 194 058,8	1 659 380,9	408 575,6	892 095,7	49,9%	12,7%
Recettes courantes	1 789 449,7	791 199,3	1 193 772,4	1 659 076,2	408 575,6	892 095,7	49,9%	12,8%
Recettes fiscales	1 584 753,7	650 129,2	995 533,5	1 377 023,8	360 546,0	786 070,9	49,6%	20,9%
Impôts sur revenus et bénéfices	470 203,3	215 588,6	335 517,0	457 052,1	109 261,4	281 710,2	59,9%	30,7%
Impôt sur la main d'œuvre	16 267,4	7 507,1	10 963,3	14 608,1	4 037,2	8 004,2	49,2%	6,6%
Taxes sur biens et services	812 844,0	328 516,7	500 753,3	701 193,9	187 198,2	372 306,8	45,8%	13,3%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	218 170,8	90 515,3	135 122,9	185 295,2	47 176,8	96 949,0	44,4%	7,1%
Autres recettes fiscales	2 229,4	3 376,6	5 875,5	8 583,2	294,7	650,0	29,2%	-80,7%
Recettes non fiscales	204 696,0	141 070,1	198 238,9	282 052,3	48 029,5	106 024,8	51,8%	-24,8%
Recettes en capital	0,000	129,086	286,351	304,702	0,000	0,000		-100,0%
Dons	311 456,1	66 391,5	223 703,6	315 958,8	64 146,6	137 069,5	44,0%	106,5%
Projets	237 685,4	64 632,5	107 023,5	156 280,5	46 944,6	91 555,7	38,5%	41,7%
Programmes	73 770,7	1 759,0	116 680,0	159 678,3	17 202,0	45 513,9	61,7%	2487,5%



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 1029,17 milliards de FCFA à fin juin 2021 contre un niveau de 857,72 milliards de FCFA à la même période en 2020, soit une progression de 20,0% (171,45 milliards de FCFA). Cette performance s'explique à la fois par la hausse des recettes propres de l'Etat de 100,77 milliards de FCFA que par celle des dons de 70,68 milliards de FCFA.

Les recettes propres ont connu une progression de 12,7% par rapport à fin juin 2020 pour s'établir à 892,10 milliards de FCFA. Cette performance est uniquement imputable à celle des recettes fiscales, les recettes non fiscales ayant baissé sur la période.

En effet, les recettes fiscales, au 30 juin 2021, se sont situées à 786,07 milliards de FCFA, en augmentation de 135,94 milliards de FCFA par rapport au niveau de fin juin 2020. Cette hausse est due essentiellement à l'augmentation des « impôts sur revenus et bénéfices » de 66,12 milliards de FCFA, des « taxes sur biens et services » de 43,79 milliards de FCFA et des « impôts sur la propriété » de 21,83 milliards de FCFA.

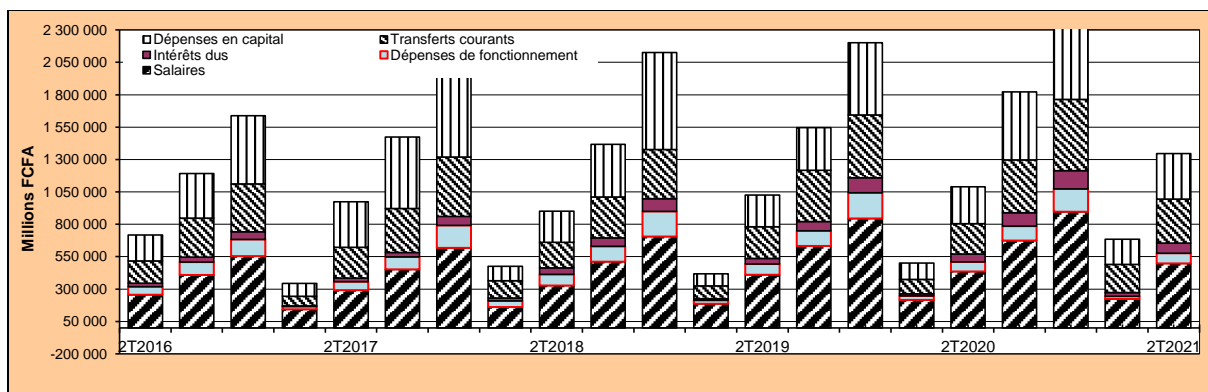
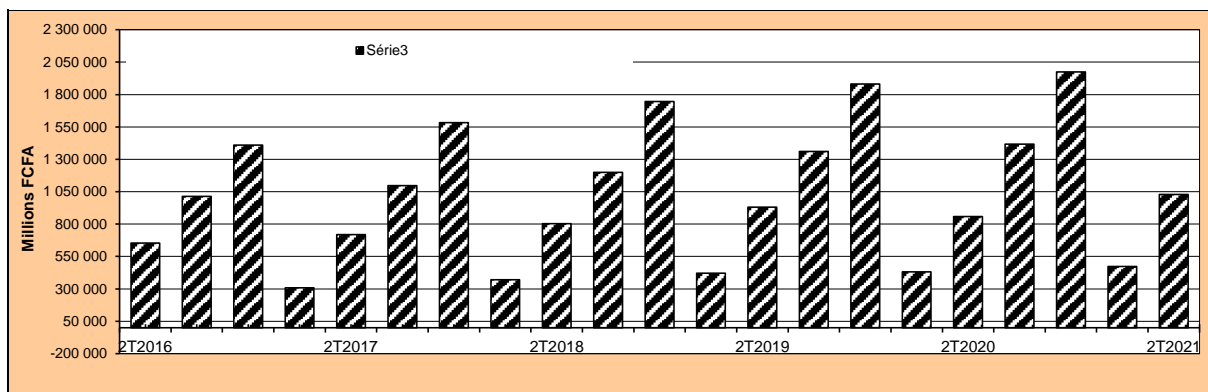
Les recettes non fiscales, qui incluent les recettes liées à l'acquisition des licences de téléphonie mobile, ont connu une diminution de 35,05 milliards de FCFA (-24,8%) pour se situer à 106,02 milliards de FCFA à fin juin 2021, après un niveau de 141,07 milliards de FCFA à la même période de 2020. Cette baisse résulte principalement de celle des « ventes non industrielles » (-26,46 milliards de FCFA) et celle des « produits financiers » (-5,24 milliards de FCFA).

En ce qui concerne les dons, la mobilisation est de 137,07 milliards de FCFA au premier semestre de 2021 contre une mobilisation de 66,39 milliards de FCFA à la même période de 2020.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2020	2020	2020	2021	2021		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	2 643 649,5	1 093 594,9	1 824 173,3	2 539 930,0	684 026,0	1 340 944,9	50,7%	22,6%
Dépenses	2 653 718	1 089 821,3	1 821 513,7	2 544 281,7	684 845,3	1 345 476,5	50,7%	23,5%
Dépenses courantes	1 755 992	804 936,1	1 296 617,0	1 764 278,8	490 053,1	994 301,7	56,6%	23,5%
Salaires	950 000	435 398,6	674 676,6	897 208,1	223 171,7	497 886,0	52,4%	14,4%
Dépenses de fonctionnement	199 000	73 717,5	110 638,4	176 292,6	21 290,6	78 078,1	39,2%	5,9%
Intérêts dus	175 544	62 144,6	104 290,1	140 576,7	28 525,3	79 725,5	45,4%	28,3%
Transferts courants	431 449	233 675,3	407 011,8	550 201,4	217 065,4	338 612,1	78,5%	44,9%
Dépenses en capital	897 726	284 885,2	524 896,7	780 002,9	194 792,2	351 174,7	39,1%	23,3%
financées sur ressources propres	532 150	167 582,1	279 558,2	432 917,7	82 553,1	161 173,1	30,3%	-3,8%
Prêts nets	-10 069	3 773,6	2 659,5	-4 351,8	-819,3	-4 531,5	45,0%	-220,1%



Les dépenses totales et prêts nets, en se situant à 1340,94 milliards de FCFA au premier semestre de 2021 contre 1093,59 milliards de FCFA à la même période en 2020, enregistrent une hausse de 247,35 milliards de FCFA (+22,6%). Cette augmentation est imputable à celle des dépenses courantes (+ 189,37 milliards de FCFA) ainsi qu'à celle des dépenses en capital (+ 66,29 milliards de FCFA).

Les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 994,30 milliards de FCFA à fin juin 2021, enregistrant un accroissement de 23,5% par rapport à fin juin 2020. L'augmentation de cette catégorie s'explique par celles de toutes ses sous catégories. En effet, les dépenses de transferts courants, de charges de personnel, de charges de la dette et de fonctionnement progressent respectivement de 104,94 milliards de FCFA, de 62,49 milliards de FCFA, de 17,58 milliards de FCFA et de 4,36 milliards de FCFA sur la période.

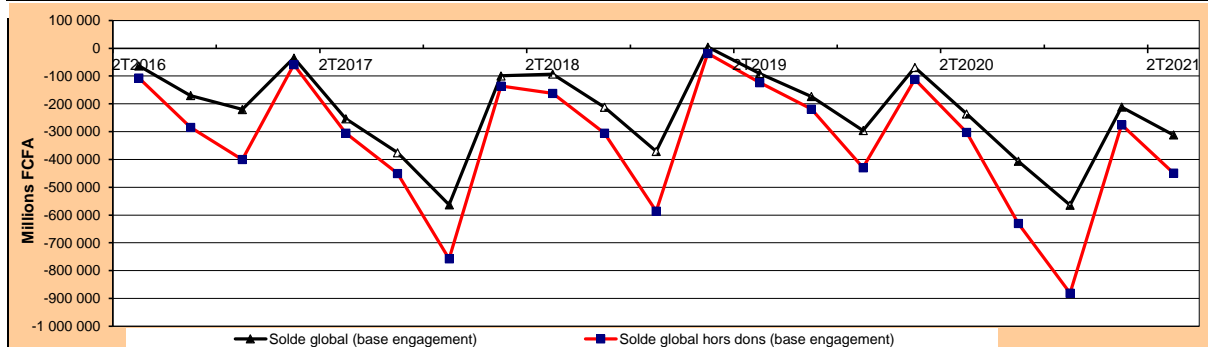
L'accroissement des dépenses de personnel (+14,4%) s'expliquerait principalement par l'incidence des rappels effectués au titre de la prise en charge des actes de promotions statutaires (avancements, bonifications, reclassements etc.) et des actes relatifs à la mise à jour de la situation indemnitaire des agents..

Les dépenses en capital se sont établies à 351,17 milliards de FCFA à fin juin 2021 en accroissement de 66,29 milliards de FCFA (23,3%) par rapport à la même date en 2020. Cette hausse est portée par les investissements financés sur ressources extérieures qui ont progressé de 72,70 milliards de FCFA, les investissements financés sur ressources propres ayant diminué

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2020	2020	2020	2021	2021		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-542 743,7	-235 875,0	-406 410,9	-564 590,3	-211 303,8	-311 779,7	57,4%	32,2%
Solde global hors dons (base engagement)	-854 199,8	-302 266,5	-630 114,5	-880 549,1	-275 450,4	-448 849,2	52,5%	48,5%
Solde primaire de base	-333 080,1	-240 121,9	-525 824,4	-739 972,4	-246 925,1	-369 123,7	110,8%	53,7%
Solde de base	-508 623,7	-185 851,2	-441 253,0	-595 157,3	-163 918,8	-260 076,2	51,1%	39,9%
Solde global (base caisse)	-542 743,7	-270 200,3	-447 767,9	-532 834,8	-206 695,9	-368 594,2	67,9%	36,4%
Solde global hors dons (base caisse)	-854 199,8	-336 591,9	-671 471,5	-848 793,6	-270 842,5	-505 663,7	59,2%	50,2%

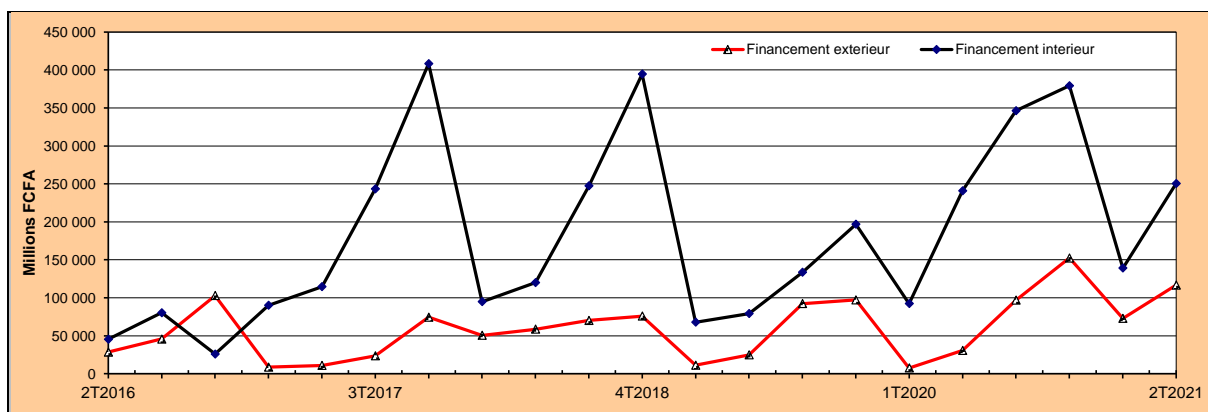


L'exécution des opérations financières de l'Etat, base engagement, est ressortie déficitaire de 311,78 milliards de FCFA au 30 juin 2021 contre un déficit de 235,88 milliards de FCFA à la même période de 2020, soit une aggravation de 75,90 milliards de FCFA.

Quant au déficit global (base caisse), par rapport à fin juin 2020, il s'est creusé de 98,39 milliards de FCFA pour se situer à 368,59 milliards de FCFA à fin juin 2021. Il a été couvert par un financement extérieur net de 116,66 milliards de FCFA et par un financement intérieur net de 250,41 milliards de FCFA.

Le financement intérieur net à fin juin 2021 s'est opéré d'une part, par trois (06) émissions de bons du Trésor d'un montant de 197,22 milliards de FCFA, de neuf (09) émissions d'obligations du Trésor et d'un appel public à l'épargne d'un montant global de 583,23 milliards de FCFA. Les remboursements se sont élevés à 99,01 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et 100,72 milliards de FCFA pour les obligations.

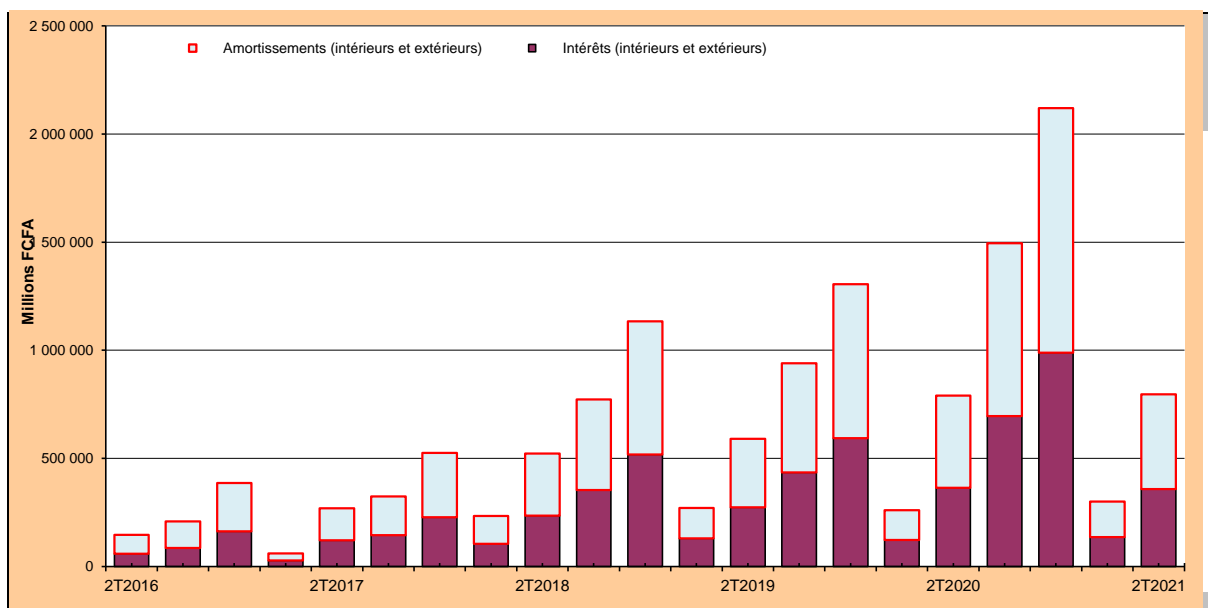
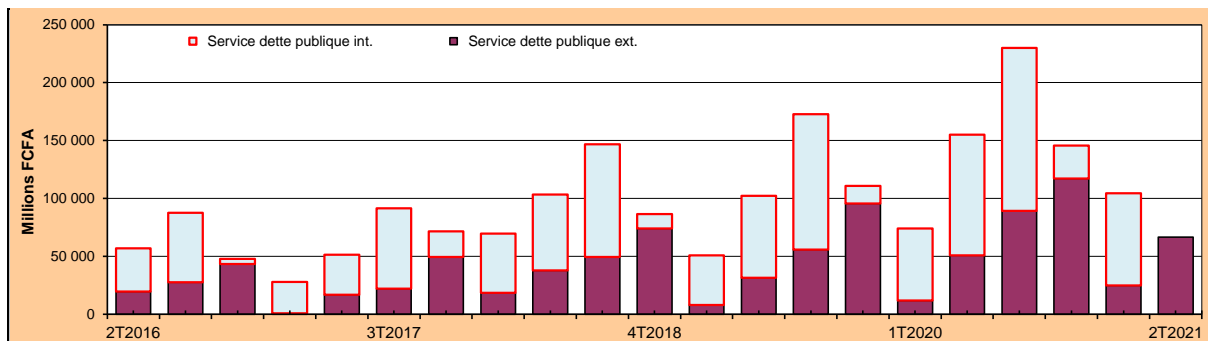
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2020	2020	2020	2021	2021		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Financement	623 976,4	271 568,0	443 095,8	531 713,0	211 994,2	367 072,4	58,8%	35,2%
Financement extérieur	62 444,0	30 742,0	96 841,7	152 407,0	72 965,4	116 663,2	186,8%	279,5%
Décaissements extérieurs	163 495,0	63 012,0	138 504,8	213 774,1	83 392,8	150 703,7	92,2%	139,2%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-101 051,0	-32 270,0	-41 663,1	-61 367,2	-10 427,4	-34 040,6	33,7%	5,5%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	561 532,4	240 826,0	346 254,1	379 306,0	139 028,8	250 409,2	44,6%	4,0%
Financement bancaire	603 278,1	10 512,9	89 575,4	77 382,4	104 066,3	-18 223,1	-3,0%	-273,3%
Secteur non bancaire	-41 745,7	230 313,1	256 678,7	301 923,6	34 962,5	268 632,3	-643,5%	16,6%
Gap de financement	-81 232,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2020	2020	2020	2021	2021		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Total service dette publique	925 062,2	426 286,9	799 789,3	1 129 753,4	164 666,5	438 069,2	47,4%	2,8%
Amortissements (int. et ext.)	749 519	364 142,3	695 499,2	989 176,7	136 141,1	358 343,7	47,8%	-1,6%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	175 544	62 144,6	104 290,1	140 576,7	28 525,3	79 725,5	45,4%	28,3%
Service dette publique int.	788 491,9	382 635,4	743 178,9	1 044 840,4	150 484,4	390 751,4	49,6%	2,1%
Amortissements	648 468	331 872,3	653 836,1	927 809,5	125 713,7	324 303,1	50,0%	-2,3%
Intérêts	140 024	50 763,1	89 342,8	117 030,9	24 770,7	66 448,3	47,5%	30,9%
Service dette publique ext.	136 570,3	43 651,5	56 610,4	84 913,0	14 182,1	47 317,8	34,6%	8,4%
Amortissements	101 051	32 270,0	41 663,1	61 367,2	10 427,4	34 040,6		5,5%
Intérêts	35 519	11 381,5	14 947,3	23 545,9	3 754,7	13 277,2	37,4%	16,7%
Service dette ext./recettes totales	7,6%	5,5%	4,7%	5,1%	3,5%	5,3%		-0,21 points

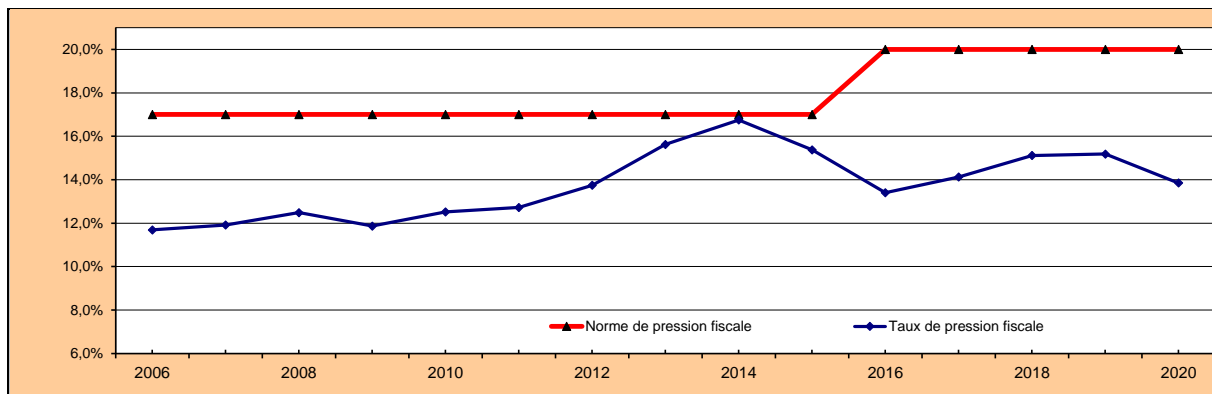


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 5,3% à fin juin 2021 contre 5,5% à fin juin de l'année dernière, marquant une baisse de 0,2 point de pourcentage.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2016	12 2017	12 2018	12 2019	12 2020
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-3,6%	-6,3%	-4,2%	-3,4%	-4,9%
Taux d'inflation	≤	3%	0,4%	1,5%	1,9%	-3,2%	1,9%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	32,9%	33,8%	40,5%	50,7%	57,2%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	51,6%	49,9%	52,1%	59,3%	65,2%
Taux de pression fiscale	≥	20%	14,1%	15,1%	15,2%	15,2%	13,8%



Source : MINEFID

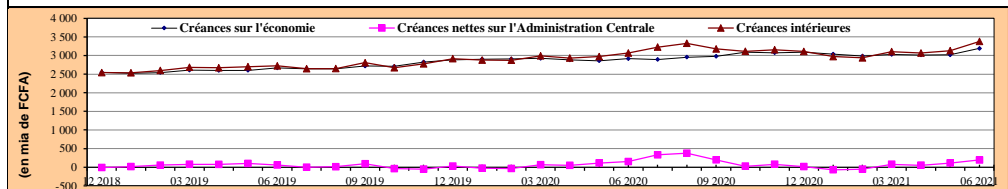
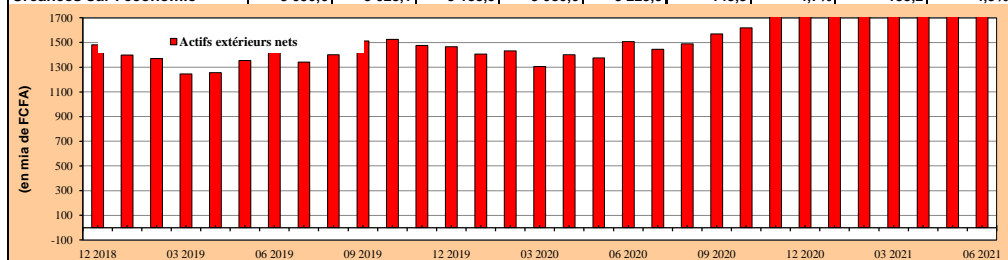
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

En se situant à 5 014,9 milliards de FCFA à fin juin 2021, la masse monétaire du Burkina Faso a été marquée par une progression trimestrielle (117,9 milliards de FCFA, soit +2,4%) au deuxième trimestre 2021, en lien avec la hausse des Actifs Extérieurs Nets (AEN) de 185,8 milliards de FCFA (+8,0%), les créances intérieures ayant enregistré un repli (-16,3 milliards de FCFA, soit -0,5%). Au cours du trimestre, les passifs à caractère non monétaire et les Autres postes nets (APN) se sont accrus de 51,6 milliards de FCFA (+8,0%).

Par rapport à fin juin 2020, la masse monétaire a enregistré une progression de 513,9 milliards de FCFA (+11,4%), imprimée aussi bien par les AEN (+549,6 milliards de FCFA, soit +28,0%) que les créances intérieures (+91,1 milliards de FCFA, soit +2,9%), les passifs à caractère non monétaire et les APN s'étant accrus de 126,8 milliards (+22,2%).

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	2. Trim. 2020	3. Trim. 2020	4. Trim. 2020	1. Trim. 2021	2. Trim. 2021	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
Est.										
Circulation fiduciaire	661,9	626,6	697,7	681,4	635,8	-45,5	-6,7%	-26,0	-3,9%	
Dépôts transférables	2 123,6	2 047,1	2 300,5	2 453,5	2 568,8	115,2	4,7%	445,2	21,0%	
BCEAO	3,0	0,8	2,9	0,5	2,1	1,6	335,5%	-0,9	-29,0%	
Banques	195,7	759,3	195,7	1 076,6	195,7	-880,9	-81,8%	0,0	0,0%	
CCP et CNE	269,4	272,1	289,7	301,6	301,6	0,0	0,0%	32,2	12,0%	
M1	2 785,4	2 673,7	2 998,2	3 134,9	3 204,6	69,7	2,2%	419,2	15,0%	
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 715,6	1 701,9	1 781,0	1 762,0	1 810,3	48,2	2,7%	94,7	5,5%	
AID BCEAO	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0%	0,0	0,0%	
AID Banques	1 715,2	1 701,5	1 780,7	1 761,7	1 809,9	48,2	2,7%	94,7	5,5%	
Masse monétaire (M2)	4 501,0	4 375,5	4 779,2	4 897,0	5 014,9	117,9	2,4%	513,9	11,4%	
Actifs extérieurs nets	1 962,8	1 859,2	1 983,7	2 326,6	2 512,4	185,8	8,0%	549,6	28,0%	
AEN BCEAO	301,8	181,0	205,5	539,5	600,9	61,4	11,4%	299,1	99,1%	
AEN Banques	1 661,0	1 678,2	1 778,2	1 787,1	1 911,5	124,5	7,0%	250,6	15,1%	
Créances intérieures	3 109,4	3 107,4	3 380,8	3 216,7	3 200,4	-16,3	-0,5%	91,1	2,9%	
Créances nettes sur l'Admir	18,7	79,2	192,4	136,2	-23,4	-159,6	-117,2%	-42,1	-225,1%	
CI BCEAO	-261,5	-114,6	21,4	-175,9	-322,0	-146,1	83,1%	-60,5	23,1%	
CI Banques	280,2	193,8	170,9	312,0	298,6	-13,5	-4,3%	18,4	6,6%	
Créances sur l'économie	3 090,6	3 028,1	3 188,5	3 080,6	3 223,9	143,3	4,7%	133,2	4,3%	



Sources : B.C.E.A.O.

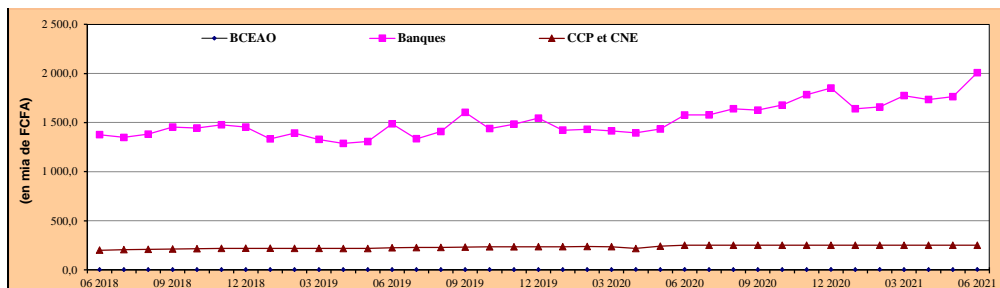
Actifs extérieurs nets

Les AEN des institutions monétaires sont ressortis à 2 512,4 milliards de FCFA à fin juin 2021, en hausse de 8,0% par rapport à fin mars 2021. Cette progression est imprimée aussi par les AEN des Autres Institutions de Dépôts –AID (+124,5 milliards de FCFA (+7,0%), que ceux de la Banque Centrale (+61,4 milliards de FCFA (+11,4%).

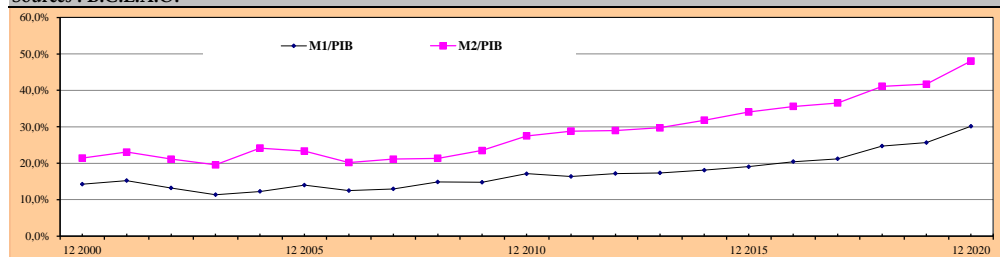
L'accroissement des AEN des AID au cours du trimestre est dû à la progression de leurs créances extérieures, leurs engagements extérieurs étant demeurés quasi-stables. En effet les créances extérieures brutes des AID se sont accrues de 124,6 milliards de FCFA (+5,9%), imprimée principalement par la hausse de leurs encours de titres publics détenus sur les autres Etats de l'Union (+128,3 milliards de FCFA, soit +8,8%) et des dépôts chez leurs correspondants à l'étranger (+47,3 milliards, +43,4%), en dépit de la contraction des crédits octroyés aux non-résidents (-48,6 milliards de FCFA, soit -9,8%). En ce qui concerne les engagements extérieurs des banques, ils ont enregistré une légère progression de 0,1 milliard de FCFA, imprimée notamment par la hausse des autres comptes à payer (+10,5 milliards de FCFA) et des crédits reçus des institutions étrangères (+7,3 milliards de FCFA, soit +5,7%), contrebalancée par la baisse des dépôts de la clientèle non-résidente (-17,7 milliards de FCFA, soit -9,4%).

S'agissant de l'augmentation des AEN de la Banque Centrale, elle est la résultante de l'expansion de ses créances sur les non-résidents (+92,1 milliards de FCFA, soit +9,2%), plus importante que celle de ses engagements extérieurs (+30,7 milliards de FCFA, soit +6,6%).

En variation annuelle, les AEN des institutions monétaires ont connu un accroissement de 549,6 milliards de FCFA (+28,0%), imprimé aussi bien par les AEN de la BCEAO (+299,1 milliards de FCFA, soit +99,1%), que par ceux des AID (+250,6 milliards de FCFA, soit +15,1%).



Sources : B.C.E.A.O.



Sources : B.C.E.A.O.

Créances intérieures

Les créances intérieures se sont établies à 3 200,4 milliards de FCFA à fin juin 2021 contre 3 216,7 milliards de FCFA à fin mars 2021, soit un repli de 0,5%, imputable à une diminution des Créances nettes sur l'Administration centrale de 117,2%, les créances sur l'économie s'étant inscrites en hausse de 4,7%.

En effet, en se situant à -23,4 milliards à fin juin 2021, **les créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale** ont enregistré un repli de 159,6 milliards de FCFA en variation trimestrielle, expliqué par la baisse aussi bien des créances nettes de la BCEAO sur l'Administration Centrale (-146,1 milliards de FCFA), que celles des banques commerciales (-13,5 milliards de FCFA).

En ce qui concerne la baisse des créances nettes de la BCEAO sur l'Administration Centrale, elle est imputable à la hausse de ses engagements (+138,5 milliards de FCFA) constitués principalement des dépôts de l'Etat, accentuée par la baisse de ses créances liées aux concours du FMI (-7,6 milliards de FCFA).

La diminution en variation trimestrielle des créances nettes des AID sur l'Administration Centrale résulte d'une progression de leurs engagements, sous forme notamment de dépôts de l'Etat sur ses comptes dans les banques (+82,6 milliards de FCFA, soit +11,8%), plus importante que la hausse de leurs créances brutes (+69,3 milliards de FCFA, soit +6,9%), sous forme de titres publics détenus sur l'Etat burkinabé (+76,2 milliards de FCFA, soit +8,9%), en dépit du repli des crédits directs au Trésor (-7,0 milliards, soit -4,6%).

Par rapport à leur niveau à fin juin 2020, les créances nettes du système bancaire sur l'Administration centrale ont enregistré une diminution de 42,1 milliards de FCFA, imprimée par une contraction des créances nettes de la BCEAO (-60,5 milliards de FCFA) et atténuée par l'accroissement de celles des banques (+18,4 milliards de FCFA).

Masse monétaire et ses composantes

En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré une progression de 117,9 milliards de FCFA (+2,4%) par rapport à fin mars 2021, reflétée par l'augmentation des dépôts (+134,1 milliards de FCFA, soit +3,3%), la circulation fiduciaire accusant une diminution (-45,5 milliards de FCFA, soit -6,7%).

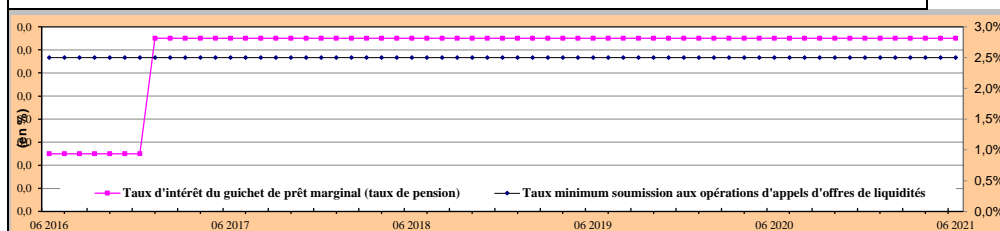
En glissement annuel, la masse monétaire a enregistré une hausse de 513,9 milliards de FCFA (+11,4%), retracée dans les dépôts (+607,5 milliards de FCFA, soit +16,8%), la circulation fiduciaire ayant connu un repli (-26,0 milliards de FCFA, soit -3,9%).

AGREGATS MONETAIRES	déc.16	déc.17	déc.18	déc.19	déc.20
M1/PIB	21,2%	24,7%	25,7%	26,5%	30,2%
M2/PIB	36,6%	41,1%	41,7%	43,3%	48,1%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	2. Trim. 2020	3. Trim. 2020	4. Trim. 2020	1. Trim. 2021	2. Trim. 2021	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Montant des dépôts (en milliards de FCFA)	182,5	182,5	182,5	182,5	182,5	0,0%	0,0%
Taux minimum soumission aux opérations d'appels d'offres de liquidités	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	0,0%	0,0%
Taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension)	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Taux d'intérêt

Au cours du deuxième trimestre 2021, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas enregistré de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités est resté à 2,00%, taux en vigueur depuis le 24 juin 2020 (un taux 2,50% était en vigueur du 16 septembre 2013 au 23 juin 2020). De même, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) est demeuré à 4,00%, niveau en vigueur depuis le 24 juin 2020 (un taux 4,50% était en vigueur du 16 décembre 2016 au 23 juin 2020).

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume des nouveaux crédits octroyés au deuxième trimestre 2021 par les banques de la place s'élève à 484,0 milliards de FCFA, en repli de 7,9% par rapport au trimestre précédent, et en progression de 13,4% au deuxième trimestre 2020.

Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de ce trimestre s'est établi à 7,7231% en hausse de 0,56 point de pourcentage par rapport au premier trimestre 2021 et de 0,73 point de pourcentage sur un an.

Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours du deuxième trimestre de l'année 2021 s'est établi à 218,3 milliards de FCFA, en diminution de 18,6% par rapport au trimestre précédent, et de 46,1% par rapport à la même période en 2020. Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,7201%, en 0,04 point de pourcentage par rapport au premier trimestre 2021 et de 0,15 point de pourcentage par rapport au même trimestre de 2020.

Définitions et abréviations

BCEAO :	<i>Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest</i>
DGEP :	<i>Direction Générale de l'Economie et de la Planification</i>
DGESS :	<i>Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles</i>
DGTCP :	<i>Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique</i>
ENEC :	<i>Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel</i>
Est. :	<i>Estimation</i>
IHPC :	<i>Indice Harmonisé des Prix à la Consommation</i>
INSD :	<i>Institut National de la Statistique et de la Démographie</i>
MAAH :	<i>Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques</i>
MINEFID :	<i>Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement</i>
MRAH :	<i>Ministère des Ressources Animales et Halieutiques</i>
Prov. :	<i>Données provisoires</i>
SONAGESS :	<i>SOciété NATIONALE de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire</i>
TOFE :	<i>Tableau des Opérations Financières de l'Etat</i>
UEMOA :	<i>Union Economique et Monétaire Ouest Africaine</i>

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où $X_{n,i}$ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

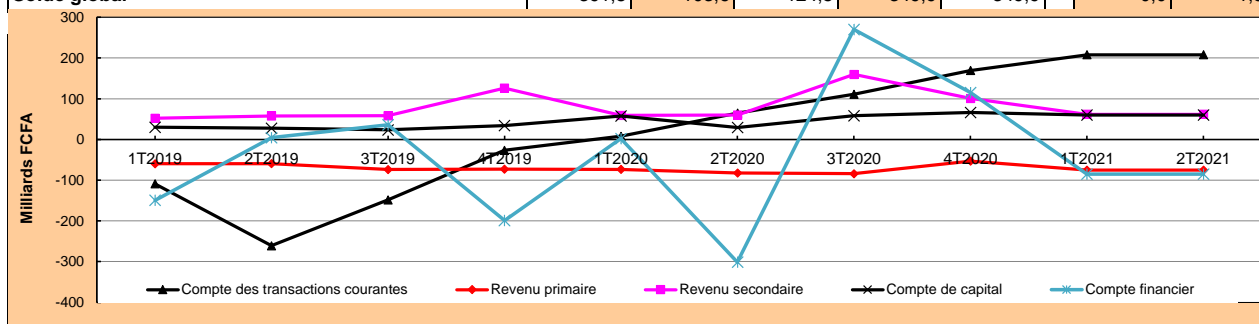
Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Fortement impactés par la pandémie de la Covid-19 en 2020, les échanges avec l'extérieur en 2021 sont marqués par le retour vers les tendances historiques, avec un accroissement des importations et le maintien de la vigueur des exportations pour lesquelles la dynamique du secteur minier se poursuit dans un contexte de bonne tenue du cours international de l'or.

Dans ce contexte, au cours du deuxième trimestre 2021, les échanges avec l'extérieur se sont traduits par une réduction de l'excédent de la balance des transactions courantes et de celui du compte de capital par rapport au premier trimestre 2021. Au niveau du compte financier, une baisse des entrées de capitaux est enregistrée, conduisant à un repli du solde global excédentaire de la balance.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2020	2021	2021	trimestriel	annuel
Compte des transactions courantes	64,6	110,8	169,4	207,9	207,9	0,0	0,2
Biens et services	87,2	35,5	121,9	221,3	221,3	0,0	0,8
Biens	214,2	167,1	253,2	347,4	347,4	0,0	0,4
Services	-127,0	-131,7	-131,3	-126,2	-126,2	0,0	0,0
Revenu primaire	-82,5	-84,2	-52,9	-75,1	-75,1	0,0	0,4
– Intérêt sur dette publique	-16,5	-12,7	-18,9	-11,5	-11,5	0,0	-0,4
Revenu secondaire	60,0	159,6	100,4	61,8	61,8	0,0	-0,4
Administrations publiques	29,5	128,7	57,3	25,7	25,7	0,0	-0,6
Autres secteurs	30,5	30,9	43,2	36,1	36,1	0,0	-0,2
– Envois de fonds des travailleurs	44,0	45,5	17,0	36,9	36,9	0,0	1,2
Compte de capital	29,3	58,3	66,4	60,0	60,0	0,0	-0,1
Transferts de capital	29,3	58,2	66,3	59,9	59,9	0,0	-0,1
Administration publique	16,5	45,5	50,2	45,8	45,8	0,0	-0,1
Autre secteurs	12,7	12,7	16,1	14,0	14,0	0,0	-0,1
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)	94,0	169,1	235,8	267,9	267,9	0,0	0,1
Compte financier	-301,3	269,8	115,1	-85,3	-85,3	0,0	-1,7
Investissement direct	-3,2	-14,5	-8,4	-14,8	-14,8	0,0	0,8
Titres de participation	-9,8	-20,3	-14,5	-25,1	-25,1	0,0	0,7
Instruments de dettes	6,6	5,8	6,1	10,4	10,4	0,0	0,7
Investissements de portefeuille	-50,9	-58,6	-67,6	-15,4	-15,4	0,0	-0,8
Titres de participation	-5,0	-4,6	-5,7	0,0	0,0	0,0	-1,0
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-45,9	-53,9	-61,9	-15,4	-15,4	0,0	-0,8
Autres investissements	-247,2	342,8	191,1	-55,1	-55,1	0,0	-1,3
Administrations publiques	-79,9	0,1	-45,5	0,0	0,0	0,0	-1,0
Solde global	391,8	-103,6	124,5	349,9	349,9	0,0	1,8



Le compte des transactions courantes

Le solde du compte des transactions courantes est ressorti excédentaire de 93,8 milliards au deuxième trimestre 2021 après un excédent de 215,5 milliards au premier trimestre de 2021, soit une dégradation de 121,6 milliards (-56,5%). Cette évolution est principalement imputable aux comptes des biens et services et du revenu primaire, en dépit de l'amélioration enregistrée au compte du revenu secondaire.

Par rapport au deuxième trimestre de l'année 2020 où il avait été observé un excédent du compte courant de 25,6 milliards, le trimestre sous revue a enregistré une amélioration de 68,2 milliards, imprimée principalement par le compte des biens et services et, dans une moindre mesure, par celui du revenu secondaire.

La balance des biens s'est dégradée de 99,9 milliards en variation trimestrielle, en passant d'un excédent de 352,7 milliards au premier trimestre de 2021 à un excédent de 252,8 milliards au deuxième trimestre de 2021. Cette baisse résulte du repli des exportations (-44,4 milliards, soit -5,4%) conjuguée à une hausse des importations (55,4 milliards, soit +12,0%).

Le repli en variation trimestrielle des exportations est en lien principalement avec la baisse des ventes du coton (-28,3 milliards, soit -26,5%), de l'or (-18,3 milliards, -3,1%) et du sésame (-1,6 milliard, soit -75,1%). Parallèlement, il est observé une hausse notable des exportations de noix de cajou (+17,6 milliards, +112,9%), de fruits secs et frais (+5,8 milliards, soit six (6) fois sa valeur enregistrée au premier trimestre) et de ciments (+0,8 milliard, soit +15,8%).

En variation annuelle, les exportations sont en hausse de 115,7 milliards (+17,6%), portée principalement par l'or non monétaire (+49,0 milliards, soit +9,2%), le coton (+41,4 milliards, soit +111,2%) et la noix de cajou (+17,0 milliards, soit +105,4%). Parallèlement, des replis notables ont été observés pour le maïs (-3,6 milliards, soit -92,1%) et le sésame (-3,6 milliards, -39,6%).

Quant à la hausse de la valeur des importations en rythme trimestriel, elle est imprimée notamment par les produits énergétiques (+39,3 milliards, soit +34,0%), les biens d'équipements (+10,5 milliards, soit +8,6%), les biens alimentaires (+1,2 milliards, +2,6%) et les produits divers (+3,6 milliards, +5,1%). Parallèlement, une baisse a été enregistrée dans les importations de biens intermédiaires (-0,7 milliard, soit -0,7%).

En glissement annuel, la valeur des importations est également en hausse à la faveur de celle des importations de produits énergétiques (+37,8 milliards, soit +32,2%) et des biens d'équipements (+11,3 milliards, soit +9,3%). Des replis ont été notés pour les importations des biens intermédiaires (-8,4 milliards, soit -7,3%), des biens alimentaires (-1,0 milliard, soit -1,9%) et de produits divers (-3,4 milliards, soit -4,4%).

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 148,7% au deuxième trimestre 2021 contre 176,1% un trimestre plus tôt et 136,0% au an plus tôt.

Le déficit structurel de **la balance des services** s'est creusé en passant d'un niveau de -126,1 milliards au premier trimestre 2021 à -146,8 milliards au deuxième trimestre 2021. Cette aggravation s'explique principalement par l'augmentation des paiements nets au titre des services de transport (+8,8 milliards), en liaison avec la hausse des importations de marchandises et aussi des autres services (+11,3 milliards). En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est réduit de 19,8 milliards.

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des paiements nets de ressources aux non-résidents de 90,2 milliards au deuxième trimestre 2021, après des sorties nettes de 78,8 milliards au trimestre précédent, soit une accentuation de 11,4 milliards, imprimée notamment par les paiements effectués au titre des intérêts de la dette extérieure publique (+13,7 milliards).

En variation annuelle, le déficit du compte du revenu primaire s'est creusé de 4,6 milliards en lien notamment avec la hausse des paiements au titre des revenus des investissements, notamment la progression des intérêts sur la dette publique (8,7 milliards).

L'excédent du **compte du revenu secondaire** s'est rehaussé de 10,3 milliards en se situant à 78,0 milliards au trimestre sous revue, après un niveau de 67,7 milliards au premier trimestre de 2021. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des transferts courants au profit de l'Administration publique (+8,6 milliards, +31,5%), expliquée par l'augmentation des dons programmes (+11,1 milliards, +64,6%).

En variation annuelle, le solde du compte du revenu secondaire s'est accru de 13,7 milliards, en raison notamment de la hausse des dons programmes (+26,6 milliards).

Le compte de capital s'est soldé par un excédent de 43,6 milliards, après une réalisation de 59,9 milliards au premier trimestre 2021, soit un repli de 16,3 milliards, principalement sous l'effet de la baisse des transferts en capital au profit de l'Administration publique (-15,7 milliards). En effet, les dons projets au profit de l'Administration publique ont été mobilisés à hauteur de 30,2 milliards au cours du deuxième trimestre 2021, contre 45,8 milliards au cours du trimestre précédent.

Par rapport au niveau de 16,5 milliards mobilisés au deuxième trimestre de 2020, les dons projets au profit de l'Administration publique ont enregistré un accroissement de 13,6 milliards, contribuant à une amélioration du compte de capital de 14,2 milliards. De l'évolution des comptes des transactions courantes et du compte de capital, il résulte une capacité de financement de l'économie burkinabè d'un montant de 137,4 milliards contre une capacité de financement de 275,4 milliards au trimestre précédent. Au deuxième trimestre 2020, **une capacité de financement** de 55,0 milliards avait été enregistrée.

Le compte financier a enregistré des entrées nettes de capitaux 52,4 milliards, après des entrées nettes de 104,0 milliards au premier trimestre 2021. Cette évolution est en lien avec détérioration du sous-compte des autres investissements (prêts, emprunts et crédits commerciaux, autres comptes à payer / recevoir) de 51,7 milliards, les flux d'investissements directs et de portefeuille n'ayant pas enregistré d'évolution notable.

Evolution de la Position Extérieure Globale (PEG) du Burkina Faso

Au deuxième trimestre de l'année 2021, les transactions du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduites par un solde global excédentaire de 185,8 milliards, après un excédent de 376,8 milliards au premier trimestre de 2021 et un excédent de 391,8 milliards une année plus tôt. La dégradation du solde global en variation trimestrielle (-191,0 milliards) est attribuable principalement au compte des biens et services et à celui du capital.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

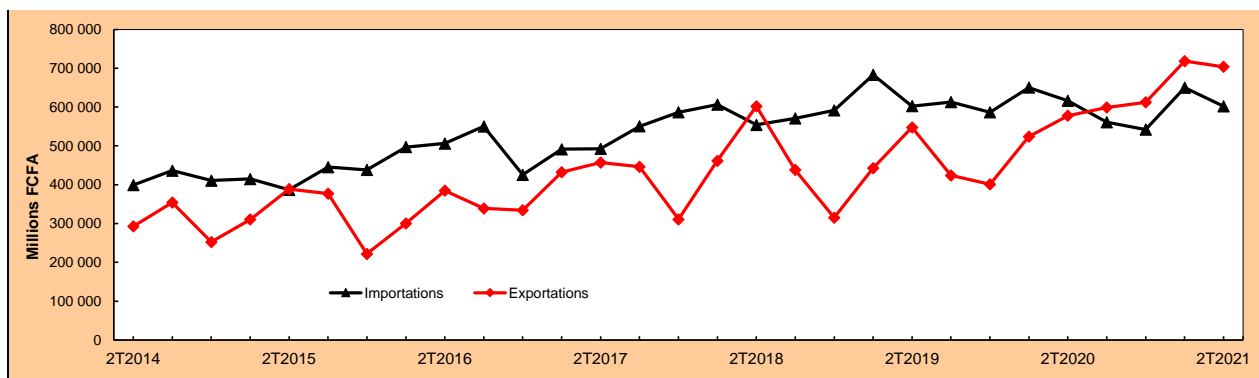
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2020	2021	2021	trimestriel	annuel
TOTAL	561 165,4	542 422,1	650 170,8	546 450,0	602 169,3	10,2%	7,3%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	7 049,1	6 904,9	7 254,3	6 856,7	7 779,9	13,5%	10,4%
Produits du règne végétal	27 010,5	26 603,9	38 342,3	24 181,9	24 675,1	2,0%	-8,6%
Graisses et huiles animales ou végétales	5 293,4	2 466,6	3 504,8	2 157,3	2 694,9	24,9%	-49,1%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	29 707,8	25 737,9	42 041,2	30 700,6	35 577,1	15,9%	19,8%
Produits minéraux	161 793,9	168 964,7	205 231,4	161 314,9	192 066,1	19,1%	18,7%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	82 332,8	67 954,9	79 745,6	75 193,2	82 864,9	10,2%	0,6%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	21 321,1	20 154,5	25 044,3	20 947,2	23 795,6	13,6%	11,6%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	600,9	949,7	538,7	692,5	667,2	-3,7%	11,0%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 370,5	1 301,5	1 449,1	1 488,6	1 227,2	-17,6%	-10,5%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	7 228,0	8 364,9	8 239,5	8 655,4	7 523,1	-13,1%	4,1%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	13 139,0	13 537,4	13 650,3	11 873,5	8 084,1	-31,9%	-38,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	754,1	1 311,2	1 462,3	1 559,3	1 737,2	11,4%	130,4%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	6 542,9	6 304,0	6 703,2	7 587,5	6 190,9	-18,4%	-5,4%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. préc.	40,8	105,4	84,3	98,1	87,9	-10,5%	115,2%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	38 011,2	38 461,2	40 044,8	35 867,8	37 664,4	5,0%	-0,9%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	92 753,4	89 677,9	105 870,9	95 180,3	98 724,1	3,7%	6,4%
Matériel de transport	47 035,1	48 180,2	52 670,5	49 214,0	59 186,7	20,3%	25,8%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	13 784,0	9 961,0	10 410,1	7 429,5	6 313,8	-15,0%	-54,2%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	396,2	771,7	151,0	471,7	410,9	-12,9%	3,7%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 10,2% portant le niveau des importations de 546,5 milliards de FCFA au premier trimestre 2021 à 602,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des importations des produits minéraux (19,1%), les produits des industries alimentaires, des boissons et tabac (15,9%), les graisses et huiles animales ou végétales (24,9%), les animaux vivants et des produits du règne animal (15,5%), les matières plastiques et ouvrages en ces matières ; caoutchouc (13,6%) et le matériel de transport (20,3%).

Comparativement au même trimestre de 2020, on observe également une hausse de 7,3% des importations. Cette légère baisse est imputable principalement à l'évolution des importations des animaux vivants et des produits du règne animal (10,4%), des produits des industries alimentaires, des boissons et tabac (19,8%), des produits minéraux (18,7%), des chaussures, coiffures, parapluies, parasols, cannes, fouets (130,4%) et du matériel de transport (25,8%).

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2020	2020	2020	2021	2021	trimestriel	annuel
TOTAL	599 011,3	612 318,1	718 118,6	748 864,3	703 948,5	-6,0%	17,5%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	112,9	166,2	183,9	119,3	88,1	-26,2%	-22,0%
Produits du règne végétal	40 112,6	21 058,6	27 883,9	42 840,4	48 376,2	12,9%	20,6%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	9 396,1	2 750,2	21 169,1	23 833,9	6 974,9	-70,7%	-25,8%
Graisses et huiles animales ou végétales	5 349,1	4 805,9	4 295,4	5 078,0	5 235,0	3,1%	-2,1%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	2 584,7	1 271,6	2 080,0	7 200,1	5 171,8	-28,2%	100,1%
Produits minéraux	17 780,8	21 833,9	21 476,7	29 559,5	28 620,1	-3,2%	61,0%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	1 399,3	2 999,8	2 085,5	1 835,3	1 952,1	6,4%	39,5%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	206,6	208,5	200,3	217,6	562,9	158,7%	172,5%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	1,4	1,2	1,1	0,0	46,0		3220,9%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	9,3	7,3	93,7	23,5	24,7	5,5%	166,9%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	86,2	38,8	50,7	50,6	76,1	50,4%	-11,7%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	37 910,4	6 773,7	23 071,4	107 721,3	79 403,7	-26,3%	109,5%
dont coton fibre	37 454,9	6 584,9	22 844,1	107 500,9	79 308,7	-26,2%	111,7%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	0,5	9,2	21,1	29,8	36,9	23,6%	7271,0%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	7,7	9,5	12,5	12,9	1,6	-87,3%	-78,6%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	482 632,9	544 795,7	626 933,7	541 485,9	523 051,2	-3,4%	8,4%
dont or	481 870,3	543 678,8	625 700,7	540 346,6	522 087,9	-3,4%	8,3%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	3 159,6	2 270,3	2 511,9	2 678,4	2 828,7	5,6%	-10,5%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	4 855,0	3 520,7	5 189,3	4 392,9	4 356,4	-0,8%	-10,3%
Matériel de transport	2 431,0	2 104,2	1 546,2	4 982,3	3 667,0	-26,4%	50,8%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	66,2	141,5	100,7	235,1	174,3	-25,8%	163,3%
Marchandises et produits divers	281,9	282,2	319,8	350,6	223,9	-36,1%	-20,6%

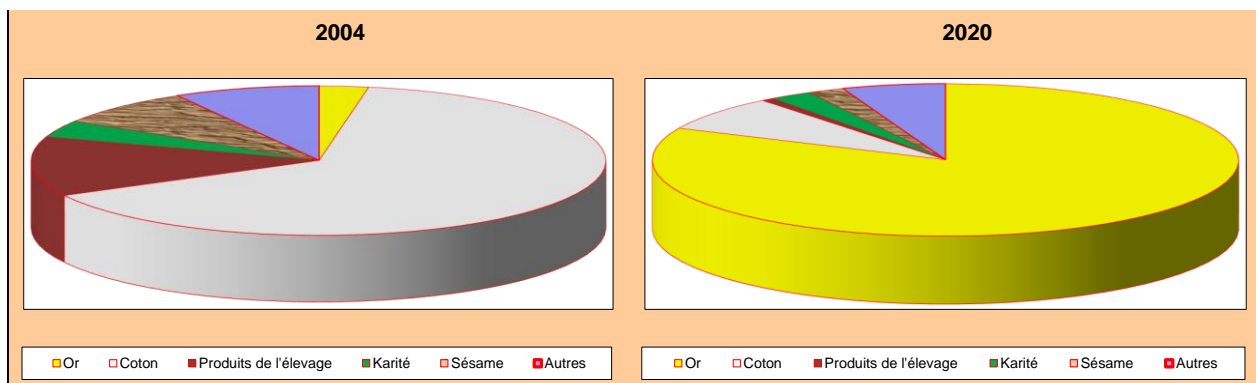


Au premier trimestre 2021, les exportations enregistrent une baisse de 17,3% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 748,9 milliards FCFA au deuxième trimestre 2021 à 703,9 milliards FCFA au deuxième trimestre. Cette hausse est imputable principalement à la baisse des principaux produits exportés par le pays. En effet on enregistre pour ce trimestre une baisse des exportations d'or non monétaire de 3,4% ; du coton de 26,2% et des arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux de 70,7%. Les exportations cumulées de ses 3 trois produits enregistrent une baisse de 63,3 milliards de F CFA en glissement trimestriel.

En glissement annuel, on observe une hausse de 17,5% des exportations, soit une hausse de 104,9 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2020. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des exportations d'or non monétaire de 8,3% et du coton de 111,7%.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2004	2017	2018	2019	2020
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Part de l'or dans total	2,8%	68,8%	68,0%	73,3%	81,8%
Part du coton dans total	64,5%	12,6%	11,4%	9,0%	7,4%
Part des produits de l'élevage dans total	12,9%	1,1%	1,0%	1,0%	0,7%
Part du karité dans total	3,8%	3,3%	3,2%	3,2%	2,4%
Part du Sésame dans total	7,9%	2,9%	3,2%	3,5%	2,0%
Part des autres produits dans total	8,2%	11,4%	13,2%	10,1%	5,7%

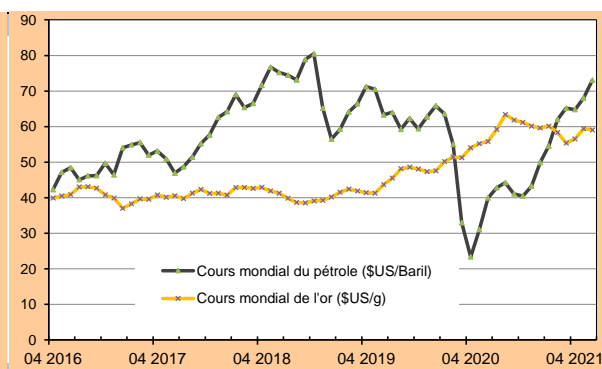
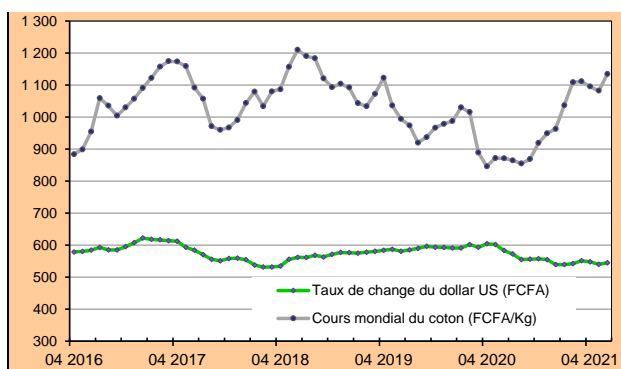


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 81,8% de la part des exportations en 2020. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 62,1 tonnes en 2020.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
Moyenne trimestrielle	2020	2020	2020	2021	2021	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	596,2	561,1	550,2	544,2	544,1	0,0%	-8,7%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	31,4	42,7	44,5	60,6	68,6	13,3%	118,3%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 447,8	1 537,9	1 715,6	1 994,7	2 029,1	1,7%	40,1%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	55,0	61,5	60,3	57,9	58,3	0,7%	6,1%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	18,7	24,0	24,5	33,0	37,3	13,2%	99,9%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	862,8	862,7	943,5	1 085,6	1 104,0	1,7%	28,0%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	32,8	34,5	33,2	31,5	31,7	0,7%	-3,2%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,048	0,036	0,039	0,033	0,030	-10,4%	-38,4%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, **le cours du dollar par rapport au FCFA se stabilise**. Au premier trimestre 2021, le cours est resté quasi-stationnaire en ressortant en moyenne à 544,1FCFA contre 544,2FCFA le trimestre précédent. Toutefois, en glissement annuel, le cours actuel est en-dessous de sa valeur par rapport au franc FCFA au même trimestre de l'année précédente. Il est en dépréciation de 8,7% ce trimestre comparativement au même trimestre de 2020. Cette évolution traduit la reprise économique mondiale consécutive à la Covid-19 avec les campagnes de vaccinations.

- Prix des produits exportés :

Progression du cours du coton sur les marchés mondiaux. Il est en hausse légère de 1,7% au deuxième trimestre 2021 en passant à 2029,1 dollars la tonne contre 1994,7 dollars au trimestre précédent. En glissement annuel, il a augmenté de 40,1%. En outre, converti en francs CFA, la fibre de coton valait 1104,0 FCFA le kilogramme au deuxième trimestre 2021, contre 1085,6 FCFA au trimestre précédent, soit une hausse de 1,7% et un glissement annuel de 28,0%. L'évolution du cours du coton s'expliquerait par la hausse de la demande mondiale, notamment, la forte demande de la Chine, plus gros consommateur de coton, accompagnée de celles de l'Europe et des Etats-Unis.

- Cours de l'or:

deuxième trimestre 2021, le cours de l'or ressort quasi-stable. Le cours du métal jaune a connu une hausse de 0,7% en rythme trimestriel. En effet, le cours de l'or s'est affiché, en moyenne à 58,3 dollars le gramme au deuxième trimestre 2021 contre 57,9 dollars au premier trimestre 2021. Sur la base annuelle, le cours de l'or dépasse le niveau du même trimestre de l'année passée, avec une hausse de 6,1% au deuxième trimestre 2021. Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 31 735 francs le gramme, en légère hausse de 0,7% en rythme trimestriel et en baisse de 3,2% en glissement annuel. La baisse du cours de l'or pourrait s'expliquer principalement de la reprise économique mondiale qui rend l'Or moins attractif pour les investisseurs.

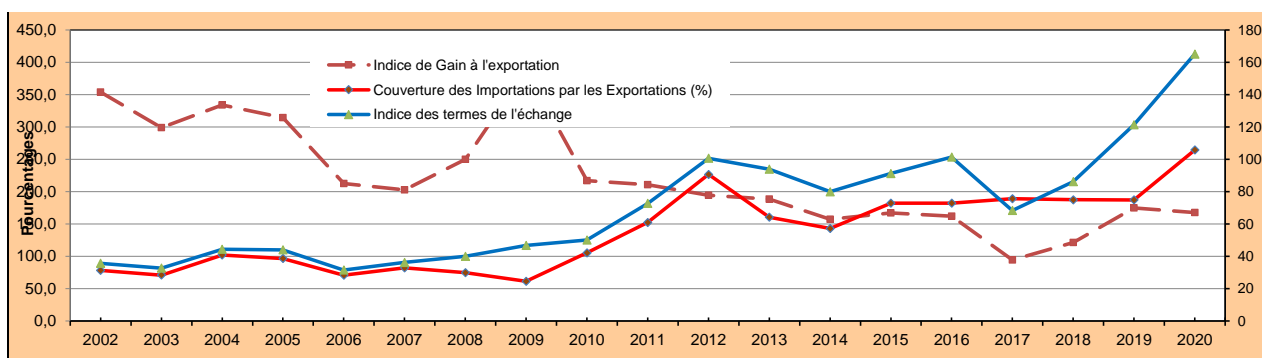
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le deuxième trimestre 2021 a connu **la poursuite de la hausse des cours**. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 68,6 dollars au deuxième trimestre 2021 contre 60,6 dollars le trimestre précédent, correspondant à une augmentation de 13,3%. Comparé à la même période en 2020, le cours du baril de pétrole a enregistré une hausse de 118,3%. Exprimé en franc FCFA, il est en hausse de 13,2% et 99,9%, respectivement en rythme trimestriel et en glissement annuel. Cette hausse tendancielle du cours du baril de pétrole, pourrait s'expliquer par une hausse de la demande au regard de la forte reprise de l'activité économique mondiale, notamment en Chine et aux USA.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2016	12 2017	12 2018	12 2019	12 2020	Var. 2020	
						Var./2019	Var./2018
Indice prix à l'exportation	160,7	178,3	263,1	263,4	314,0	19,2%	19,4%
Indice prix à l'importation	94,1	82,7	86,7	76,4	76,1	-0,5%	-12,2%
Indice des termes de l'échange	170,8	215,5	303,5	344,6	412,8	19,8%	36,0%
Indice de gain à l'exportation	37,7	48,5	69,9	77,8	67,1	-13,8%	-4,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	75,6	74,9	74,9	77,3	105,8	36,8%	41,2%



Le taux de couverture des exportations par les importations a eu une allure tendancielle croissante depuis 2007. Il a progressé de 21,1% en décembre 2007 pour s'établir à 90,6% en 2011, année d'établissement de son premier pic dont l'évolution est en relation avec le boom minier. Depuis lors, le taux de couverture a auxillé autour de cette tendance pour atteindre un nouveau pic de 106,6% en décembre 2020 toujours en liens avec l'expansion minière.

Source : MINEFID / INSD

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François KABORE, Barbi NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
TASSEMBEDO Mathieu	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
ZANGO/ZEBA Salimata	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SANA Lassané	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
TASSEMBEDO Mathieu	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
ZANGO/ZEBA Salimata	Production de l'agriculture	SONAGESS
OUEDRAOGO Mahamadi MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
TRAORE, Sibiri	Situation monétaire	BCEAO
TRAORE, Sibiri	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel SAWADOGO P. Dieudonné NEYA Ferdinand	Secteur extérieur (Cours des matières premières) Comptes nationaux trimestriels	DGEP INSD